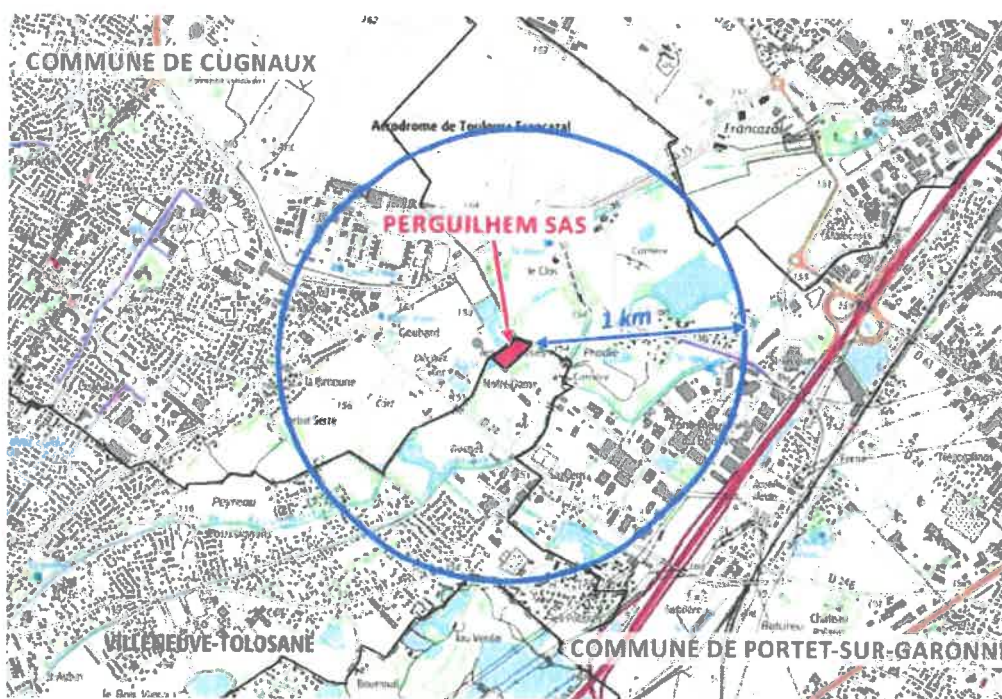


## **ENQUETE PUBLIQUE**

**Portant sur la demande, présentée par la société PERGUILHEM en vue d'obtenir l'autorisation environnementale relative à son projet d'augmentation du stockage de bouteilles de GPL sur une plateforme.**

### **Commune de Villeneuve Tolosane -31-**



### **A-RAPPORT**

### **B-CONCLUSIONS MOTIVEES**

### **C-ANNEXES**

## **SOMMAIRE**

### **A- RAPPORT**

<b><u>Chapitre 1</u> : Organisation et déroulement de l'Enquête</b>	<b>p.4</b>
1-1°) Désignation du Commissaire Enquêteur	p.4
1-2°) Cadre juridique	p.4
1-3°) Modalités de l'Enquête	p.4
1-3-1 La durée de l'Enquête	p.4
1-3-2 La publicité	p.4
1-3-3 Siège de l'Enquête	p.5
1-3-4 Le registre et le dossier d'Enquête	p.5
1-3-5 Les permanences	p.5
1-3-6 Le PV des observations : public, MRAE, PPA et Commissaire Enquêteur	p.5
1-4°) Généralités concernant l'enquête publique	p.6
1-4-1 Objet de l'enquête	p.6
1-4-2 Identification de l'autorité organisatrice et du responsable de projet	p.6
1-4-3 Règles d'urbanisme	p.6
1-4- 4 Composition du dossier d'enquête	p.6
1-4-5 Avis sur le dossier	p.7
1-5°) Analyse du projet	p.7
1-5-1 Présentation du projet	p.7
1-5-2 Impact du projet sur l'environnement	p.9
1-5-3 Etude des dangers et mesures prises	p.10
1-5-4 Moyens de maîtrise des risques	p.10
<b><u>Chapitre 2</u> : Examen des observations</b>	<b>p.12</b>
2-1 Avis de la MRAE	p.12
2-2 Réponse du maître d'ouvrage	p.16
2-3 Observations du public avis des maires et Questions du CE	p.18

### **B- CONCLUSIONS MOTIVEES**

1°) Rappel des phases de l'Enquête Publique	p.24
1-1°) Rappel de l'objet de l'enquête	p.24
1-2°) Organisation de l'enquête	p.24
1-3°) Publicité	p.24
1-4°) Déroulé de l'enquête	p.24
1-5°) Régularité de la procédure	p.25
1-6°) Le dossier	p.25
1-7°) Les observations	p.26
1-8°) Analyse générale	p.26
2°) Avis motivé du commissaire enquêteur	p.27

### **C- ANNEXES**

Annexe A : Arrêté d'ouverture de l'Enquête  
Annexe B : Avis de la mairie de Villeneuve Tolosane  
Annexe C : Avis de la mairie de Toulouse  
Annexe D : Avis de la mairie de Cugnaux  
Annexe E : PV de synthèse

## **A - RAPPORT**

## **CHAPITRE 1. Organisation et déroulement de l'Enquête**

### **1-1°) Désignation du Commissaire Enquêteur**

Vu enregistrée le 20 mai 2020, la lettre par laquelle M. le préfet de la Haute Garonne direction départementale des territoires (DDT) demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique portant sur la demande présentée par la société PERGUILHEM, pour obtenir l'autorisation environnementale relative à son projet d'augmentation de stockage de bouteilles de GPL sur une plateforme située sur la commune de Villeneuve Tolosane,

Le président du Tribunal Administratif de Toulouse par décision du 25 mai 2020 portant le numéro E20000035/31 m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire cette enquête.

### **1-2°) Cadre juridique**

Principaux textes réglementaires :

Installations classées, Code de l'Environnement, livre V titre 1<sup>er</sup>.

Arrêté du 02 janvier 2008 modifié par arrêté du 11 mai 2015 relatif aux réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, compris entre une capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes jusqu'à 200 tonnes relevant du régime d'autorisation.

Bruit, Code de l'Environnement, livre V, titre1, arrêté du 20 août 1985 et du 23 janvier 1997.

Installations électriques, arrêté du 31 mars 1980.

Prévention des risques, Code de l'Environnement, livre V, titre 6 et arrêté du 4 octobre 2010.

Ce projet est soumis à une étude d'impact et à enquête publique.

Le préfet de la Haute Garonne, Direction Départementale des Territoires a prescrit par arrêté du 8 juin 2020 l'ouverture de l'enquête publique dont l'objet est cité page 1.

### **1-3°) Modalités de l'enquête**

#### **1-3-1°) La durée de l'enquête**

Conformément à l'article 3 de l'arrêté cité au-dessus, l'enquête a été ouverte pendant 33 jours consécutifs du lundi 06/07/2020 à 14h30 au vendredi 07/08/2020 à 17h30.

#### **1-3-2°) La publicité.**

Cette Enquête Publique a été précédée :

- de l'affichage d'un avis sur les panneaux de la mairie de Villeneuve Tolosane, sur les lieux publics et sur le site du projet, 15 jours avant le début de l'Enquête

et ce jusqu'au 07/08/2020 date de fin d'Enquête. Ce projet étant soumis à autorisation SEVESO seuil bas, le rayon d'affichage est de 1 km autour du projet. Les avis ont donc été affichés sur les communes avoisinantes de Portet sur Garonne, Toulouse et Cugnaux.

-d'une parution sur le site internet suivant : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

-d'annonces légales dans deux journaux régionaux. Ces annonces ont paru au moins 15 jours avant le début de l'Enquête et ont été rappelées dans les 8 premiers jours de celle-ci :

Dépêche du Midi : les vendredi 19 juin et mardi 07 juillet 2020

La Voix du Midi : les jeudi 18 juin et jeudi 09 juillet 2020

### **1-3-3°) Siège de l'enquête**

Le siège de l'enquête a été fixé à la mairie, 4 rue de l'Hôtel de Ville, 31270 Villeneuve Tolosane.

### **1-3-4°) Le registre et le dossier d'enquête**

Selon les dispositions de l'article 4 de l'arrêté, le dossier et le registre d'Enquête préalablement coté et paraphé par le Commissaire Enquêteur ont été déposés dans les locaux de la mairie de Villeneuve Tolosane. Le public a pu consulter les documents aux heures habituelles d'ouverture des bureaux et consigner ses observations sur le registre papier.

Le dossier était également consultable sur le site internet : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>

Il était également accessible gratuitement depuis un poste informatique à la mairie de Villeneuve Tolosane siège de l'Enquête.

Le public pouvait également consigner ses observations sur l'adresse courriel : [ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr)

### **1-3-5°) les permanences**

Le commissaire enquêteur a tenu les permanences à la mairie de Villeneuve Tolosane aux dates et heures suivantes :

-lundi 06 juillet 2020 de 14h30 à 17h30

-mardi 21 juillet 2020 de 14h30 à 17h30

-vendredi 07 août 2020 de 14h30 à 17h30

**NOTA** : Les consignes sanitaires liées à la COVID 19 ont été respectées selon les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté.

### **1-3-6°) Le PV des observations**

Après la clôture de l'enquête publique et dans les 8 jours de la réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur a communiqué au MO les

observations du public pour lesquels une réponse est demandée ainsi que ses propres observations. Etant donné la crise sanitaire, la réunion a eu lieu par contact téléphonique le 10 août 2020.

## **1-4°) Généralités concernant l'enquête publique**

### **1-4-1°) Objet de l'enquête**

Le projet est situé Lieu dit Pradié ZA Ecopôle 31270 Villeneuve Tolosane. La société PERGUILHEM envisage de réceptionner puis distribuer des bouteilles de GPL de trois fournisseurs au lieu d'un seul actuellement. De ce fait, ce projet augmente le poids de stockage qui peut-être compris entre 50 et 200 tonnes. Le régime de déclaration actuel passe dans le régime d'autorisation. Voir au-dessus le cadre juridique.

### **1-4-2°) Identification de l'autorité organisatrice et du responsable de projet.**

L'autorité organisatrice est la Préfecture de la Haute Garonne, DDT 31, Service Environnement, Eau et Forêt, Unité des Procédures Environnementales, Cité Administrative, Bd Armand Duportal 31074 Toulouse cedex 9.

Le responsable de projet est la Société PERGUILHEM SAS, 56 route Départementale 817, Pôle 2-BP 2 64170 LACQ. La personne qui suit ce projet est Mr Xavier RAFFANEL responsable de la qualité et de la sécurité.

### **1-4-3°) Règles d'urbanisme**

La zone du projet est inscrite dans le PLU de la commune comme zone d'urbanisation future AUE. Accueil d'activités économiques diverses dans un territoire sur lequel des activités industrielles sont implantées, dont une installation classée.

Le secteur est intégré dans le PLUI-H de Toulouse Métropole approuvé le 11 avril 2019. Le secteur est noté AUA1B-2, zone à urbaniser à vocation d'activité spécifique à l'Ecopôle.

Dans le cadre de ce PLUI-H, le site fait partie d'une OAP du secteur Pradié avec des principes d'aménagement.

Ce secteur est inclus dans le SCoT de la Grande Agglomération Toulousaine.

### **1-4-4°) Composition du dossier**

**Dossier de demande d'autorisation environnementale pour le projet de développement 2020.**

#### **Document n°1 : Demande**

1° Contexte

2° Emplacements, aspects fonciers et documents graphiques

- 3° Nature et valeur des activités
- 4° Description du fonctionnement de l'activité projetée
- 5° Conditions de remise en état de la plateforme après exploitation.
- 6° Capacités techniques et financières.

#### Document n°2 : Etude d'impact

C'est un dossier important de 183 pages avec des graphiques, des tableaux, des photos.

- 1° Description du projet
- 2° Description de l'état actuel de l'environnement
- 3° Analyse des effets de l'installation sur l'environnement
- 4° Analyse des effets du projet sur la santé
- 5° Raisons du choix, solutions de substitution
- 6° Description des aspects pertinents, de l'état actuel et de leur évolution avec et sans mise en œuvre du projet
- 7° Description des méthodes d'évaluation des incidences
- 8° Auteurs du dossier

#### Document n° 4 : Résumé non technique

- 1° Introduction
- 2° Présentation du projet
- 3° Etat actuel de l'environnement
- 4° Impacts sur l'environnement
- 5° Etude des dangers
- 6° Conclusion

#### Document annexes

- 1° Bail commercial
- 2° Compte rendu des résultats de la SAS PERGUILHEM (30/06 /2018)

#### Avis de la MRAe et réponse de la société PERGUILHEM

#### **1-4-5°) Avis sur le dossier**

Ce dossier comprend toutes les pièces nécessaires pour cette enquête.  
Les documents sont clairs et lisibles même pour une personne non initiée.  
L'étude d'impact est importante et très détaillée, parfois complexe, avec parfois des détails qui pourraient sembler superflus mais qui ne gênent pas la lecture.

### **1-5°) Analyse du projet**

#### **1-5-1°) Présentation du projet**

Une présentation du projet avec visite s'est tenue sur le site le 25 juin 2020. Outre le commissaire enquêteur, étaient présents pour la SAS PERGUILHEM, Mme Christine Gauran responsable du site, M. Xavier Raffanel Responsable Assurances Environnement Qualité et M. Reynald Blaevoet Directeur des opérations .

La société PERGUILHEM SAS exploite depuis 2019 sur la ZA Ecopôle à Villeneuve Tolosane une plateforme logistique soumise à déclaration qui lui permet d'assurer la distribution dans la région toulousaine des produits d'un seul fournisseur de



bouteilles de GPL (butane et propane) de petite capacité pour les particuliers et les stations service.

La société envisage de développer son activité pour accueillir deux fournisseurs supplémentaires sans extension de sa plateforme qui présente une surface suffisante. Sur le plan règlementaire, ce projet d'agrandissement est soumis à autorisation Seveso seuil bas. La superficie de la propriété reste inchangée à savoir 12517 m<sup>2</sup>, dont 8570 m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée ; parcelles BA 62 et 53 du cadastre.



Casier de transport de bouteilles GPL standardisé



Modèle de bouteille le plus courant (13 kg)



Modèle de bouteilles de 10 kg en matériaux composites

Modèle de bouteilles métalliques de 6 kg

Modèle de bouteille métallique de 6 kg avec habillage en matière plastique

### **Types de casiers et de bouteilles**

#### **Description de l'activité**

C'est un maillon intermédiaire entre un centre emplisseur et les points de vente de détails.

L'élément unitaire de cette logistique est un casier pouvant contenir 35 bouteilles. Modèle le plus répandu (13kg).

Les casiers sont regroupés en îlots.

#### **Situation actuelle avec un seul fournisseur**

- 1 îlot « métal plein » contenant des casiers de bouteilles métalliques pleines
- 1 îlot « métal vide » contenant des casiers de bouteilles métalliques vides
- 1 îlot « composite » contenant des casiers de bouteilles pleines ou vides

#### **Situation projetée avec trois fournisseurs**

- mise en place d'un îlot « métal vide » supplémentaire
- augmentation de l'emprise de l'îlot « composite »
- agrandissement de la zone de stationnement de camions avec casiers pleins

L'exploitation projetée sera organisée de la manière suivante



- 4 îlots « métal plein » : bouteilles métalliques pleines dont 1 îlot de taille différente
- 2 îlots « métal vide » : bouteilles métalliques vides
- 1 îlot « composite » : bouteilles métalliques pleines ou vides

Cette exploitation respecte les principes suivants :

- hauteur maximum des piles d'un îlot métal, 4,5m soit 6 niveaux
- hauteur maximum des piles d'un îlot composite, 3m soit 4 niveaux

Les évolutions suivantes sur le terrain prévues :

- mise en place d'un îlot métal vide supplémentaire
- augmentation de l'emprise de l'îlot composite
- agrandissement de la zone de stationnement des camions avec casiers pleins

Les employés actuellement au nombre de 7 passerait à 20 personnes y compris les chauffeurs de camions qui ne seraient évidemment pas toujours sur place.

### **1-5-2°) Impact du projet sur l'environnement et mesures prévues.**

#### **Milieu physique**

La ZA Ecopôle est implantée sur la basse plaine de la Garonne, terrain plat. Le ruisseau du Roussimort longe le terrain à la limite Nord. Avec un faible débit et des activités humaines dans son bassin versant, la qualité des eaux est médiocre.

#### **Milieu naturel**

La zone est incluse dans le périmètre d'une ZICO (zone d'intérêt pour la conservation des oiseaux). Un milieu naturel de grand intérêt est la partie boisée et ripisylve qui accompagne le cours du Roussimort. Elle a été préservée dans le plan d'aménagement.

La clôture a été posée hors de la ripisylve afin de conserver les habitats.

#### **Flore**

Pas d'espace floristique protégé. Aucun impact notable n'est à signaler.

#### **Faune**

L'impact sur la faune est considéré comme faible. Le développement de l'activité peut induire un dérangement ponctuel (bruit par exemple) mais les espèces peuvent se reporter facilement sur la partie boisée, la ripisylve et le ruisseau situés à proximité.

#### **Paysage**

Fortement marqué par la présence d'installations industrielles.

Les îlots d'une hauteur de 5m ne pourront être visibles que de l'intérieur de la ZA car il y a une succession d'écrans arborés masquant en toute saison la visibilité. Une exception : ils seront visibles depuis l'installation de traitement de matériaux située en vis-à-vis.

#### **Aux pluviales et eaux usées**

Conformément aux règles d'urbanisme, la plateforme est équipée d'un bassin de rétention. En outre, la sortie du bassin est équipée d'un déboureur déshuileur qui retient les matières en suspension et les hydrocarbures potentiels. Les eaux pluviales

passent par le réseau existant de la ZA avec rejet dans le Roussimort. Pas de changement significatif par rapport à l'existant.

Pour les eaux usées (13 employés supplémentaires), le projet n'engendrera pas d'augmentation significative de la charge pour les capacités de l'infrastructure d'épuration locale .

#### Facteurs humains

Le trafic routier sera en légère augmentation

- trois poids lourds supplémentaires par jours pour les apports
- neuf poids lourds supplémentaires par jour pour la distribution
- treize véhicules supplémentaires par jour pour la circulation des employés

Compte tenu du trafic en particulier sur la D 24 les rejets atmosphériques additionnels sont peu significatifs (augmentation de 0,8% du trafic)

En matière d'usage des sols, on note une très faible sensibilité sur le plan de ces facteurs :

- quelques entreprises bâtiment et travaux publics
- station d'épuration
- lac de gravière et terrains en friche

Les zones habitées les plus proches sont à 400m de la plateforme.

Le rajout de pressions acoustiques liées au projet induira une élévation de bruit minime et qui sera imperceptible pour les zones habitées qui sont éloignées.

Pour information, l'aire d'étude immédiate n'est pas concernée par une zone affectée par le bruit.

### **1-5-3°) Etude des dangers et mesures prévues**

#### Risques internes.

Le risque majeur est celui de l'explosion de l'enveloppe soumise à un feu prolongé. L'activité du dépôt consiste à manipuler les bouteilles sans les vider ni les remplir. Les autres risques internes ne proviennent que des véhicules circulant sur la plateforme : chariots élévateurs et camions.

#### Risques externes.

Le principal risque est la malveillance. En second lieu est le risque de foudroiement. Les autres activités de la ZA ECOPOLE n'induisent pas de risque supplémentaire. A noter que toute la ZA est fermée la nuit.

NOTA : Une nouvelle réglementation nationale plus exigeante a été mise en place en France suite en 2017 à une mise à feu intentionnelle d'un camion.

### **1-5-4°) Moyens de maîtrise des risques**

#### Prévention.

Organisation du dépôt avec les dernières prescriptions de distance entre îlots, stationnement. Mais aussi formation du personnel, consignes d'exploitation, choix du matériel.

Enquête publique portant sur la demande, présentée par la société PERGUILHEM, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale relative à son projet d'augmentation de stockage de bouteilles GPL sur une plateforme située sur le territoire de la commune de Villeneuve-Tolosane -31-. Dossier n° E 20000035/31

### Surveillance.

Protection par une clôture défensive de 2m de haut. Le portail est toujours fermé et ne peut être ouvert que par badge attribué aux chauffeurs de camions enregistrés ou par commande du poste de garde.

Surveillance assurée par des caméras vidéo et des caméras thermiques reliées à une centrale de télésurveillance.

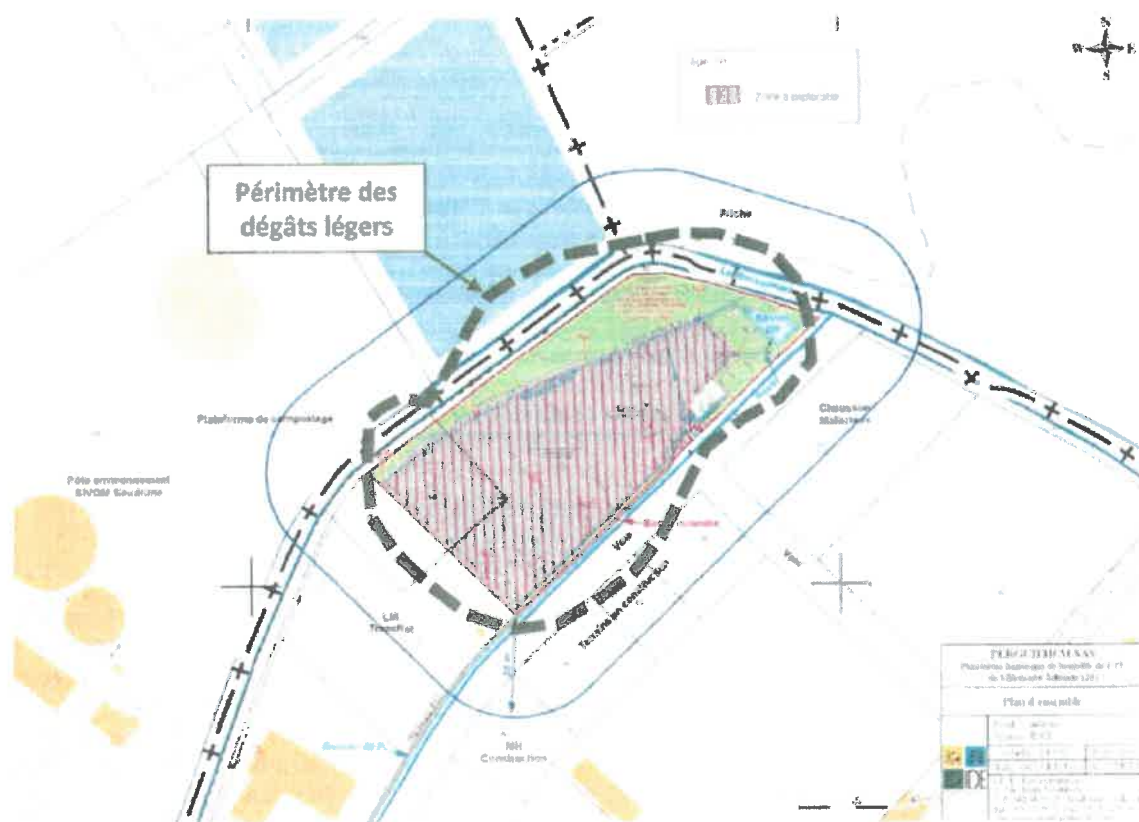
### Effets des risques.

En cas d'explosion, trois types d'effets de risques sont pris en compte :

- risque mortel à 9m.
- risque de blessure grave à 15m
- risque de dégâts légers (bris de vitres) à 40m.

L'aménagement du dépôt de la société PERGUILHEM a été organisé de sorte que les dangers les plus importants restent à l'intérieur des limites de propriété.

Le périmètre des dégâts légers n'affecte que des espaces non occupés. Voir ci-dessous un plan du périmètre des dégâts légers.



## **CHAPITRE 2. Examen des observations**

### **2-1) Avis de la MRAe Occitanie**

Avis adopté le 17 janvier 2020

**Demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)  
Projet d'augmentation des capacités de stockage d'une plateforme logistique de bouteille gaz de pétrole liquéfié (GPL)  
déposée par la société Perguilhem SAS  
commune de Villeneuve-Tolosane (31)**

**Avis de l'Autorité environnementale  
sur le dossier présentant le projet et comprenant l'étude d'impact  
(articles L.122-1 et suivant du code de l'environnement)**

**Préambule relatif à l'élaboration de l'avis**

*Pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnelle et du public.*

*Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet, mais sur la qualité de l'étude d'impact et la prise en compte de l'environnement dans le projet.*

*Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à améliorer la conception du projet et à permettre la participation du public à l'élaboration des décisions qui le concernent.*

En date du 21 novembre 2019, l'autorité environnementale a été saisie par la préfecture de Haute-Garonne pour avis sur le projet d'augmentation des capacités de stockage d'une plateforme logistique de bouteille gaz de pétrole liquéfié (GPL).

Le dossier comprenait une étude d'impact datée du mois d'octobre 2019. L'avis est rendu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la saisine et du dossier complet.

Par suite de la décision du Conseil d'État n°400 559 du 6 décembre 2017, venue annuler les dispositions du décret n° 2016-519 du 28 avril 2016, le présent avis est adopté par la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie (MRAe).

L'avis a été préparé par les agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Occitanie apportant leur appui technique à la MRAe et placés sous l'autorité fonctionnelle de son président. Conformément à l'article R.122-7 du Code de l'environnement, ont été consultés le préfet de département, au titre de ses attributions en matière d'environnement, et l'agence régionale de santé Occitanie (ARS).

Conformément au règlement intérieur du CGEDD et aux règles de délégation interne à la MRAe (délibération du 28 mai 2019), cet avis a été adopté par collégialité électronique, par les membres de la MRAe : M. Jean-Pierre Viguier et Mme Jeanne Garric. En application de l'article 9 du règlement intérieur du CGEDD, ces derniers attestent qu'aucun intérêt particulier ou élément dans leurs activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause leur impartialité dans l'avis à donner.

Conformément à l'article R.122-9 du Code de l'environnement, l'avis devra être joint au dossier d'enquête publique ou de la procédure équivalente de consultation du public. Il est également publié sur le site Internet de MRAe<sup>1</sup> et sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne, autorité compétente pour autoriser le projet.

<sup>1</sup> <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/>

2

### **Avis**

#### **I) Contexte et présentation du projet**

Le projet d'augmentation des capacités de stockage de la plateforme logistique de GPL se localise à environ 2 km au nord-est du centre de la commune de Villeneuve-Tolosane, commune de Toulouse Métropole, et à l'extrémité nord-ouest de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de l'ECOPOLE.

La société Perguilhem SAS exploite depuis 2019 sur la ZAC une plateforme logistique qui lui permet d'assurer la distribution dans la région Toulousaine de butane et de propane en bouteilles de petite capacité pour les particuliers et les artisans. Dans sa configuration actuelle, le dépôt permet d'accueillir les bouteilles d'un unique fournisseur. Disposant d'une emprise foncière suffisante,

Perguilhem SAS envisage de développer son activité à l'horizon 2020 pour accueillir deux fournisseurs supplémentaires.

Dans la situation actuelle, le stockage des bouteilles GPL est organisé sur la base suivante :

- un îlot « métal, plein » contenant des casiers de bouteilles métalliques pleines ;
- un îlot « métal, vide » contenant des casiers de bouteilles métalliques vides ;
- un îlot « composite » contenant des casiers de bouteilles pleines ou vides ;

L'exploitation projetée sera organisée sur la base suivante :

- quatre îlots « métal plein » ;
- deux îlots « métal vide » ;
- un îlot « composite ».

La hauteur d'un îlot sera de 4,5 m, soit une superposition de 6 niveaux, et la hauteur maximale des piles de l'îlot « composite » sera de 3 m, soit 4 niveaux.

Le projet n'engendrera pas de travaux particuliers, la plateforme logistique est déjà existante, elle s'étend sur une superficie de 12 517 m<sup>2</sup> dont 8 570 m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée.

L'accès à la plateforme logistique se réalise par la route départementale 24 (D24) qui relie Portet-sur-Garonne à Cugnaux en traversant l'est de la commune de Villeneuve-Tolosane.

*Localisation de la plateforme logistique (source étude d'impact)*

La plateforme est actuellement soumise au régime de déclaration<sup>2</sup> au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous la rubrique 4718.

L'augmentation des capacités de stockage engendre un basculement du régime en autorisation<sup>3</sup> Seveso seuil bas. En application de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, le projet est soumis

<sup>2</sup> Une ICPE dont les activités sont les moins polluantes et/ou les moins dangereuses, qui ne présente pas de graves dangers ou de

nuisances, mais qui doit néanmoins respecter des prescriptions générales en matière d'environnement, est soumise à une déclaration. Pour la rubrique 4718, seuil déclaration : supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t.

<sup>3</sup> Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) :

50 t

3

à évaluation environnementale en tant qu'installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'article R.122- 2 du CE : 1°

« Installations classées pour la protection de l'environnement », b) Installations mentionnées à l'article L. 515-32 du code de l'environnement : le projet étant une installation Seveso seuil bas, il est soumis à évaluation environnementale systématique.

Compte tenu des terrains concernés, de la nature du projet et des incidences potentielles de son exploitation, les principaux enjeux environnementaux identifiés par la MRAe sont :

- la préservation de la qualité de l'air en lien avec le trafic de poids lourds supplémentaire généré par le projet ;
- la préservation de la qualité des eaux de surface ;
- la prise en compte des impacts sur le milieu naturel.

## **II) Qualité de l'étude d'impact**

Formellement, l'étude d'impact comporte les éléments prévus au R 122-5 du code de l'environnement. Le résumé non technique fait l'objet d'un document à part, clairement identifiable et complet.

La MRAe relève que la présentation des activités et des impacts associés n'est pas claire, notamment quand on se réfère à l'état initial naturaliste de l'étude d'impact qui présente des habitats naturels qui ont pourtant été détruits par l'implantation de la plateforme.

Pour autant, les activités étant existantes et exploitées sur une zone d'activité anthropisée, l'état des lieux est jugé globalement proportionné aux enjeux de la zone d'étude concernée par la demande.

Les mesures proposées apparaissent globalement adaptées aux impacts identifiés.

**Pour une meilleure compréhension du document, la MRAe recommande de présenter la chronologie de construction de la plateforme et des infrastructures (bureau, annexe, local, îlot) avec la mention des habitats naturels impactés, l'évolution des enjeux et des impacts associés.**

### **III)- Analyse de la prise en compte de l'environnement dans le projet**

#### **III-1 Trafic routier et nuisances associées.**

Le trafic lié au projet de développement de la plateforme logistique sera de même type que celui engendré par le fonctionnement de la plateforme actuelle. Cependant, son développement engendrera des augmentations du trafic :

- trois poids lourds supplémentaires par jour, associés aux apports de bouteilles par les clients contre deux aujourd'hui ;
- neuf poids lourds supplémentaires par jour, pour assurer la distribution contre six poids lourds actuellement ;
- treize véhicules légers supplémentaires par jour, contre sept actuellement liées à la circulation des employés.

Le dossier indique que, compte tenu du trafic routier sur la D24 à proximité immédiate du site, les rejets atmosphériques additionnels induits par le projet présentent des effets peu significatifs (le trafic supplémentaire sur la D24 représentera une augmentation de 0,8 % du nombre moyen de véhicules).

La quantité de CO<sub>2</sub> émise par les poids lourds qui assureront la distribution sera de 425 t par an (contre 285 t actuellement), soit l'équivalent des émissions annuelles de 55 personnes. Le trafic généré par le développement ne sera pas une source d'émissions atmosphériques conséquente.

L'ensemble des véhicules et des engins utilisés sont conformes aux normes en matière d'émission atmosphérique. Les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'augmentation des capacités de la plateforme participent, mais non significativement, à l'effet de serre.

**La MRAe estime que l'analyse du chapitre apparaît proportionnée aux enjeux.**

4

#### **III-2-Préservation de la qualité des eaux de surface**

L'activité d'entreposage n'engendrera pas de rejets d'eaux industrielles. Cependant, les rejets d'eaux liées à l'activité de la plateforme logistique seront les suivants :

- les eaux usées sanitaires ;
- les eaux pluviales collectées sur la plateforme.

– les eaux usées sanitaires :

La plateforme logistique est raccordée au réseau d'eaux usées existant de la ZAC. En considérant les 13 employés supplémentaires dans le cadre du projet, l'augmentation des rejets d'eaux usées sera de l'ordre de 4 à 5 équivalent-habitant. Le projet n'engendrera pas d'augmentation significative de la charge en eaux usées vis-à-vis de la capacité de l'infrastructure d'épuration locale.

- les eaux pluviales collectées sur la plateforme seront les eaux de toiture du local d'exploitation et les eaux de ruissellement sur la plateforme imperméabilisée. Les eaux de toitures sont des eaux peu chargées en polluants. Les eaux de ruissellement issues des surfaces de voiries contiennent potentiellement des charges polluantes comme des matières en suspension (MES) ou des hydrocarbures, des métaux. L'étude d'impact précise les modalités de gestion de ces eaux.

L'écoulement des eaux de ruissellement se réalise par un réseau interne de collecte qui achemine les eaux gravitairement vers un système de traitement. Le système de traitement est composé d'un bassin de rétention avec un système d'obturation<sup>4</sup> installé au sud-est de la plateforme et un séparateur d'hydrocarbures<sup>5</sup> (dont la fonction est d'abattre la teneur en

hydrocarbure) positionné en sortie de bassin. En cas d'incendie, le bassin permet également de confiner les eaux d'extinction.

Les eaux filtrées sont rejetées dans le ruisseau « le Roussimort » via le fossé de le ZAC.

**La MRAe estime que les modalités de gestion des eaux pluviales telles que décrites dans l'étude d'impact sont appropriées.**

### **III-3 Préservation de la biodiversité**

Le site est implanté sur une ancienne gravière remblayée par des déchets majoritairement inertes. La plateforme est située dans une zone d'intérêt pour la conservation des oiseaux (ZICO) d'une superficie totale de 1 700 ha « Vallée de la Garonne-Palayre et environs ». Le site est entouré de zones anthropisées.

Le site est implanté au sein de la ZAC et couvre une surface de 1,2 ha. La plateforme imperméabilisée possède une surface de 8 600 m<sup>2</sup> et évite le cortège arboré qui longe le Roussimort.

Deux campagnes de terrain ont été réalisées : le 22 janvier 2019 (pour identifier les habitats naturels et les oiseaux hivernants) et le 30 avril 2019 (description des cortèges d'oiseaux). La MRAe estime que la pression d'inventaire est faible pour évaluer la biodiversité locale. En effet, le diagnostic des habitats naturels a été réalisé le 22 janvier soit durant une période qui est non propice à la bonne détermination des végétaux. Par ailleurs, une seule journée (30 avril) pour prospecter l'ensemble de l'avifaune apparaît trop faible. Les autres groupes animaux n'ont a priori pas été prospectés.

La MRAe estime que la caractérisation de l'état initial n'est pas cohérente avec l'évaluation des impacts. Des habitats naturels sont décrits et cartographiés alors que le site est en réalité majoritairement imperméabilisé. En se fiant uniquement au contenu du volet naturaliste, il est difficile de comprendre les enjeux identifiés et les impacts évalués comme faibles.

**La MRAe recommande une réactualisation de l'état initial du projet en considérant les habitats actuels, agrémentée d'une cartographie des enjeux réels superposés au plan de masse du projet ; puis la reprise de la description de l'Impact du projet sur les milieux naturels et la faune à partir de cet état initial revu ; et enfin la description de la mise en oeuvre de la démarche « éviter-réduire-compenser » si nécessaire.**

<sup>4</sup> Le système d'obturation permettra la rétention des eaux dans le bassin en cas de pollution potentielle.

<sup>5</sup> L'entretien des séparateurs est réalisé par une entreprise agréée. Les boues curées et les eaux polluées sont éliminées par une installation agréée.





Cet avis recommande d'exprimer plus clairement la chronologie du projet et sa liaison

11 La plateforme a été créée dans le cadre d'un partenariat éditorial en août 2019.

Figure 10.10

Bedroom: 100 sq. ft. 12' x 12' 6"

Telephone: 1811 855 8111 4022 4022 4022

102 35 61 37 41 33

Age: 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27

110 05 55 73 76 80

[illegible]



- 4) Les travaux de création de la plateforme ont été réalisés de février à mai 2019, raison pour laquelle les prospections d'hiver ont porté sur le site dans son état antérieur (ancienne gravière remblayée de matériaux inertes), alors que les prospections de printemps ont porté sur le site avec travaux en cours. Dans une programmation conventionnelle « l'état initial » aurait dû être uniquement le site après travaux, c'est précisément la volonté de protéger les enjeux naturalistes qui a étendu le champ d'observation à la période avant travaux.
- 5) Pour ce qui concerne l'application de la méthode Eviter Réduire Compenser, on peut considérer les éléments suivants :
- la construction de la plateforme en préservant la frange boisée correspond à une mesure d'évitement total ;
  - la mise en défens de la frange boisée pendant les temps des travaux a été une mesure de réduction ;
  - la clôture définitive de la plateforme pérennise la mesure de réduction précédente ;
  - Ayant préservé la zone à enjeux, assuré sa protection pendant les travaux et pérennisé cette protection pendant la vie en œuvre de l'installation, le projet ne justifie pas de mesures relevant de la compensation.

Espérant que ces compléments éclaircissent la compréhension du projet, je reste à la disposition de vos services et vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes respectueuses salutations

Jean PERGUILHEM  
Président de PERGUILHEM SAS

PO

KARIM RAFFANEL  
Responsable QSE

PERGUILHEM SAS  
55, RD 017 - Plot 2 - B1 2  
64170 LAROC  
tél: 05 59 71 56 59  
fax: 05 59 60 32 32  
E-mail: transport@perguilhem.fr

Representatives  
Bordeaux, tél: 05 56 71 15 58  
Lyon, tél: 05 61 49 40 88  
Narbonne, tél: 05 61 87 41 39  
Toulouse, tél: 05 53 06 85 31  
Marseille, tél: 05 59 71 75 00  
Saint-Denis, tél: 05 61 32 28 39

*Avis du CE.*

*L'avis de la MRAe est un avis qu'il faut prendre en compte. Cet avis et les réponses de la société PERGUILHEM serviront à étayer l'avis du Commissaire Enquêteur dans ses conclusions motivées.*

## **2-3) Observations du public, avis des maires et questions du Commissaire Enquêteur**

### **Observations du public**

Une seule observation est parvenue pendant la durée de l'enquête annexée au registre, à savoir la copie de la délibération du Conseil Municipal de Villeneuve Tolosane. L'original comme le prévoit les textes étant envoyé à l'autorité organisatrice, DDT. Une observation de Mme DE SA PINHEIRO de Cugnaux est arrivée hors enquête le 08 août 2020 à 16h10 et n'a donc pas été prise en compte.

### **Résumé des questions posées par la mairie de Villeneuve Tolosane.**

1°) L'avis de la MRAe renforce le questionnement. Le projet n'a pas été dès le départ présenté en préfecture pour le niveau d'activités projeté (autorisation) et l'absence des infrastructures en cours de construction à 250m du site.

#### **Réponse du maître d'ouvrage**

- **Déclaration/Autorisation.** L'entreprise a été parfaitement claire sur son objectif lors de l'acquisition du terrain en 2018 avec l'équipe municipale précédente. La superficie correspondait à une taille supérieure à celle de la déclaration ICPE, et une demande d'autorisation serait présentée dès que nécessaire en cohérence avec les besoins de mise en conformité des autres dépôts en région toulousaine. L'ensemble du processus a été conduit en toute transparence avec l'administration de tutelle. L'entreprise regrette que la transmission d'information n'ait pas été effectuée lors du changement d'équipe municipale aux dernières élections.

2°) La commune s'interroge sur les conséquences de ce décalage dans le temps sur une période courte. Cela aurait pu conduire à minimiser la prise en compte des impacts environnementaux avec une opération en deux temps.

#### **Réponse du maître d'ouvrage**

Voir réponse au-dessus

*Avis du Commissaire Enquêteur sur les points 1 et 2 : Les réponses du maître d'ouvrage me semblent satisfaisantes. Comme précisé, le projet a été exécuté avec une superficie supérieure dès le départ. On peut visionner sur Google maps le site avant travaux. On constate que la frange boisée et la ripisylve ont été sauvegardées. La partie de la plateforme aménagée actuellement correspond à une ancienne friche industrielle (agrégats) avec un intérêt écologique peu important. La demande d'autorisation a été présentée rapidement, mais aurait pu être présentée plus tard selon les circonstances ou peut-être avec un avenir incertain, pas du tout. Il est*

*difficile d'affirmer que la société PERGUILHEM a agit volontairement pour minimiser la prise en compte des impacts environnementaux.*

3°) Pourquoi le second site n'est pas mentionné dans le dossier ? Cela permettrait de mesurer dans leur globalité les enjeux et impacts environnementaux.

Réponse du maître d'ouvrage

- « second site ». L'entreprise PERGUILHEM avait effectivement sollicité deux implantations sur la zone industrielle : une pour son compte (dépôt de gaz en bouteilles, ICPE) et une pour le compte de l'entreprise BPO à laquelle PERGUILHEM participe mais qui n'est pas classée ICPE. BPO réalise sur son terrain le stationnement de camions citernes vides, et dispose d'une station de distribution de carburant. Il n'y a pas de liaison opérationnelle entre le dépôt PERGUILHEM et le site BPO, hormis l'avitaillement des petits porteurs PERGUILHEM en gasoil. Le site BPO ne présente aucun danger particulier, raison pour laquelle il n'a pas été pris en compte dans l'inventaire des risques.

*Avis du Commissaire Enquêteur : les affirmations du maître d'ouvrage sont à prendre en compte. Voir dans la partie conclusion l'analyse générale.*

4°) Trafic et bruit

Il est difficile de savoir si l'activité sur le second site a été prise en compte.

Réponse du maître d'ouvrage

- Trafic et bruit cumulé / « second site ». Le site BPO est pris en compte dans l'étude au travers de l'ensemble des activités sur la zone industrielle, sans être singularisé puisqu'il n'a pas de lien opérationnel avec le dépôt de gaz en bouteilles. BPO est un tiers par rapport à PERGUILHEM.

*Avis du Commissaire Enquêteur : les affirmations du maître d'ouvrage sont claires et me paraissent acceptables. Voir dans la partie conclusion l'analyse générale.*

5°) Eaux pluviales bassin de rétention

Différence de capacité entre la demande de permis de Construire soit 180m<sup>3</sup> et l'étude d'impact qui préconise 257m<sup>3</sup>.

Réponse du maître d'ouvrage

- Bassin de rétention. Comme indiqué dans l'étude, la taille du bassin réalisé permet de répondre à la plus grande des deux valeurs, issues de référentiels techniques qui se sont appliqués successivement (passage du POS au PLUiH).

*Avis du Commissaire Enquêteur : Si effectivement le passage en PLUiH a modifié les référentiels techniques, la réponse du maître d'ouvrage me semble correcte et l'engage. La MRAe estime d'ailleurs que les modalités de gestion des eaux pluviales (étude d'impact) sont appropriées. A noter que les calculs pour la taille du bassin de rétention sont complexes (étude d'impact) et auraient mérités d'être simplifiés pour les profanes.*

6°) Pour quel niveau maximal d'activité de stockage le site a-t-il été configuré ? Une évolution vers un niveau SEVESO seuil haut est-elle envisagée ?

Réponse du maître d'ouvrage

- **SEVESO seuil haut.** Le dossier soumis à enquête présente la configuration maximale du site, aucune autre extension n'est envisageable. Le classement SEVESO seuil base est définitif.

*Avis du Commissaire Enquêteur : Rien à ajouter à cette affirmation.*

#### 7°) Risques périmètres

Le plan ne fait pas apparaître les constructions existantes dans le périmètre prévu.  
Des constructions sont-elles situées à proximité du second site ?

#### Réponse du maître d'ouvrage

- Périmètres de risques « second site ». Le site BPO n'est associé à aucun périmètre de risques technologiques.

*Avis du Commissaire Enquêteur : A rapprocher de la réponse n° 4 des questions du Commissaire Enquêteur que ce soit pour le site principal ou le 2<sup>ème</sup> site.*

8°) Evaluation des risques au regard de la proximité pour le site principal et le site non mentionné de la société LINDE à Portet sur Garonne.

#### Réponse du maître d'ouvrage

- Risques LINDE. Le site LINDE est pris en compte dans l'étude de dangers, son éloignement du dépôt PERGUILHEM est tel qu'aucune interaction n'est envisageable entre les deux installations.

*Avis du Commissaire Enquêteur : on ne peut que prendre en compte les affirmations du maître d'ouvrage qui en principe est à même de bien connaître cette évaluation des risques.*

9°) Risque incendie. Le bail commercial est en contradiction apparemment avec le projet : entreposage d'objets présentant des risques sérieux etc...

#### Réponse du maître d'ouvrage

- Bail commercial : la remarque de la mairie est tout à fait justifiée, la rédaction actuelle du document n'est pas adaptée à l'exploitation qui concerne des produits combustibles ainsi que le bailleur le sait parfaitement. Un nouveau bail sera établi très prochainement et transmis à l'administration.

*Avis du Commissaire Enquêteur : Une recommandation sera exprimée pour cette remarque justifiée de la mairie de Villeneuve Tolosane.*

### **Avis des maires**

#### **NOTA**

Hormis la mairie de Villeneuve Tolosane qui a inclus une copie de son avis à la DDT dans le registre d'enquête et donc traitée comme observation, le Commissaire Enquêteur n'a pas à traiter comme observations du public les avis émis des mairies reçus seulement par la DDT, autorité organisatrice.

Mairie de Villeneuve Tolosane

Voir ci-dessus le traitement des observations de la mairie incluses dans le registre.

Mairie de Portet sur Garonne

Le Conseil Municipal ne s'est pas réuni. Il n'y a pas eu d'avis.

Mairie de Cugnaux

Avis défavorable de la délibération du 17 août 2020, mais aucune argumentation pour étayer cet avis.

Mairie de Toulouse

Le Conseil Municipal n'a pas permis de passer aux délibérations dans les délais impartis, néanmoins les services techniques ont émis des observations dont voici le résumé. Courriel du 31 juillet 2020.

Le périmètre d'affichage sur Toulouse est inclus dans une zone agricole de moins d'un demi hectare : il s'agit de vignes de la régie agricole de Candie.

L'étude de dangers n'est pas dans le dossier soumis à enquête.

Le périmètre de dangers de 40m concerne des installations voisines et des terrains en construction alors qu'il est précisé dans les documents « espaces non occupés ».

Effets irréversibles par bris de vitre de la société LINDE située à plus de 500m.

### **Questions du Commissaire enquêteur**

1°) Environnement : est-ce qu'il vous paraît utile d'assurer un entretien de la frange boisée et de la ripisylve afin de préserver ce secteur principalement pour la faune, même si celle-ci est peu impactée ?

Réponse du maître d'ouvrage

- Environnement. L'entreprise n'utilisera aucunement cette frange boisée, qui a vocation à rester un espace naturel en liaison avec le cours du Roussimort. Les modalités d'entretien de la frange boisée pourront être convenues avec la collectivité en charge de la question, l'entreprise PERGUILHEM supportera les frais pour le linéaire de ripisylve qui la concerne.

*Avis du Commissaire Enquêteur : la réponse est adaptée convenable pour ce secteur qui se doit d'être préservé et peut-être entretenu pour garder ses potentialités environnementales pour la faune et la flore.*

2°) Vous affirmez que l'aménagement de la plateforme a totalement préservé le secteur arboré (page IV-6 du résumé non technique). Le site aménagé et clôturé du projet avait-il un intérêt environnemental intéressant avant travaux pour la faune et la flore ?

Réponse du maître d'ouvrage

- Intérêt environnemental du périmètre clôturé, avant travaux. Cette partie du terrain était une friche de faible intérêt écologique, en tant qu'ancienne gravière remblayée de stériles. La partie intéressante était et reste la bande de terrain non exploité en gravière, dont le sol est naturel et qui est colonisé par une flore de ripisylve.

*Avis du Commissaire Enquêteur : voir ma réponse dans le point n° 2 des questions de la mairie de Villeneuve Tolosane.*

3°) Etude des dangers et maîtrise des risques : dans le cas extrême ou un incendie se déclarerait sur la frange boisée, est-ce que cela aurait une incidence sur la sécurité de la plateforme en particulier les îlots près de la frange boisée?

Réponse du maître d'ouvrage

- Incendie de la frange boisée. En cas de sécheresse prolongée, un feu de broussailles pourrait se propager dans la frange boisée, mais la quantité de matières combustibles serait faible. On notera à cet égard que tous les arbres sont des feuillus, donc peu susceptibles de participer à un feu important (à la différence de résineux). Ce facteur n'est pas une source de risque significative, compte tenu de l'éloignement entre la clôture et les îlots.

*Avis du Commissaire Enquêteur : La réponse me semble bien argumentée même s'il existe toujours un risque incontrôlable.*

4°) Sur le périmètre des dégâts légers, celui-ci empiète sur la voie d'accès à la plateforme, mais aussi à d'autres sites du secteur. Même si ce sont des dégâts légers, la sécurité vous semble-t-elle suffisante ?

Réponse du maître d'ouvrage

- Dégâts légers. L'exigence de sécurité est que les risques létaux soient contenus à l'intérieur de la limite de propriété. L'aménagement proposé est encore plus sécuritaire, puisque les risques de blessures irréversibles sont aussi contenus dans le périmètre clôturé. Compte tenu des usages des terrains périphériques, le risque de dégâts légers est parfaitement admissible.

*Avis du Commissaire Enquêteur : Je prends note des affirmations du maître d'ouvrage sur l'admissibilité des dégâts légers.*

5°) Divers : Même si l'enquête publique porte uniquement sur la plateforme pour le passage de déclaration en autorisation, quels sont le rôle et les fonctions du 2<sup>ème</sup> site situé à 250m dont fait état la mairie, y a-t-il des stockages de bouteilles de gaz, des véhicules, etc.. fait-il partie de la ZA Ecopôle ?

Réponse du maître d'ouvrage

- 2° site : voir réponse n°3 aux questions de la mairie.

*Avis du Commissaire Enquêteur : pas de commentaire*



## **B – CONCLUSIONS MOTIVEES**

## **1°) Rappel des phases de l'Enquête Publique**

### **1-1°) Rappel de l'objet de l'Enquête Publique**

La société PERGUILHEM SAS exploite depuis 2019 sur le site de l'Ecopôle à Villeneuve Tolosane une plateforme logistique soumise à déclaration pour la distribution de bouteilles de GPL (butane et propane) de petite capacité.

Elle envisage de développer son activité. Sur le plan réglementaire, ce projet est soumis à autorisation Seveso seuil bas.

A l'issue de l'enquête, le préfet statuera sur la demande par arrêté d'autorisation ou refus du projet.

### **1-2°) Organisation de l'Enquête**

Les modalités pratiques de l'Enquête Publique ont été décidées conjointement avec l'Autorité Organisatrice (DDT) et moi-même lors d'échanges téléphoniques et courriels pour éviter les rencontres physiques suite à la crise sanitaire.

Siège de l'Enquête :

- Mairie de Villeneuve Tolosane 4 rue de l'Hôtel de Ville

Par l'arrêté du 08 juin 2020, l'AO a ordonné l'ouverture de cette Enquête pour une durée de 33 jours du lundi 6 juillet à 14h30 au vendredi 7 août à 17h30.

Le dossier de l'Enquête et un registre à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur ont été déposés dans le lieu précité et ont été consultables aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux de la mairie.

Le dossier était aussi consultable suivant la loi du 3 août 2016 sur le site internet dédié et sur un poste informatique mis à la disposition du public au siège de l'Enquête. On pouvait aussi déposer ses observations sur une adresse courriel ou par courrier destiné au commissaire enquêteur.

### **1-3°) Publicité**

Les mesures de publicité ont été les suivantes :

- annonces légales dans deux journaux
- affichage de l'avis d'enquête publique au siège de l'enquête mairie de Villeneuve Tolosane, sur les lieux publics et dans un rayon de 1 km autour du site du projet soit dans les communes de Portet sur garonne, Cugnaux et Toulouse.
- publication de l'avis et de l'arrêté sur le site internet dédié
- affichage de l'avis d'enquête sur les lieux du projet

### **1-4°) Déroulé de l'enquête**

J'ai tenu 3 permanences à la mairie de Villeneuve Tolosane.

La fréquentation du public a été nulle durant toute l'enquête

L'enquête s'est déroulée sans incident.

Le dernier jour de l'enquête, le registre a été clôturé par mes soins.

Après avoir analysé la seule observation reçue et étudié le dossier, j'ai établi le Procès Verbal de synthèse comportant un mémoire de questions découlant des observations du public, mais aussi de mes propres observations. Le PV de synthèse a été adressé par courriel au RP dans les 8 jours après la clôture de l'enquête.

Le mémoire en réponse du RP m'a été adressé par courriel très rapidement dans les temps requis.

Le PV de synthèse, le résumé des mémoires en réponse ont été reportés et analysés point par point dans la partie A du rapport.

Le Commissaire Enquêteur a transmis le 29 août 2020 le rapport et ses conclusions motivées par courrier électronique et par courrier postal à l'Autorité Organisatrice DDT cité Administrative à Toulouse accompagné du registre d'enquête et au Tribunal Administratif accompagné du formulaire d'indemnisation.

### **1-5°) Régularité de la procédure**

Les obligations réglementaires concernant le préparation et le déroulement de l'enquête ont été les suivantes :

- dossier établi par IDE Environnement, 4 rue Jules Védrières BP 94204 31031 Toulouse
- Avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale et des autres PPA
- réponse du maître d'ouvrage
- publicité avec la publication dans la presse, les affiches
- mise à disposition du registre papier
- consultation du dossier et observations sur le site internet dédié
- remise du PV de synthèse dans les délais prévus
- réponse du porteur de projet dans les délais prévus.

### **1-6°) Le dossier**

#### **Avis sur la forme**

La présentation des pièces principales, étude d'impact en particulier m'ont paru positives malgré le volume, parfois la complexité, et les détails qui pourraient sembler parfois inutiles. Document facile à manier. J'ai apprécié le résumé non technique qui permet d'avoir une vision rapide et générale du projet, quitte à approfondir certains éléments détaillés dans la suite du document.

#### **Avis sur le fond**

Même pour un public non initié, ce document permet d'identifier le but du projet. Il permet aussi d'informer et de faire participer le public à la prise de décision susceptible d'affecter l'environnement.

En effet, les explications sont claires sur les mesures proposées pour limiter les impacts : éviter, réduire compenser.

L'avis de la MRAE est un avis qu'il faut prendre en compte. Il est nécessaire aussi au public qui y trouve matière à réflexion.

### **1-7°) Les observations**

La fréquentation a été nulle pendant la durée de l'enquête.

Il y a eu une seule observation déposée par la mairie de Villeneuve Tolosane parvenue pendant la durée de l'enquête et donc avant le 7 août 2020 à 17 heures 30.

Voir l'analyse sur la partie A du rapport

Je considère que cette enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions et en conformité avec la législation.

### **1-8) Analyse générale**

La société PERGUILHEM a fait une demande pour le passage du statut de déclaration à celui d'autorisation pour sa plateforme de stockage de bouteilles de gaz GPL. Cette demande concerne exclusivement la plateforme existante puisque c'est là que sont stockées la totalité des bouteilles GPL et non ailleurs. L'enquête publique ne peut donc porter que sur cette plateforme. Les fonctions du 2<sup>ème</sup> site évoqué n'ont rien à voir avec celles de la plateforme objet de l'enquête puisqu'il s'agit avant tout de stationnement de camions de citernes vides de la société BPO et d'une station de distribution de carburant pour les petits porteurs. Ce site ne présente aucun danger particulier et n'est pas classé ICPE. C'est un tiers par rapport à la plateforme. A souligner que selon la société PERGUILHEM, le bruit a été pris en compte dans l'étude au travers de l'ensemble des activités sur la ZA.

Le changement d'équipe municipale de Villeneuve Tolosane a créé apparemment une incompréhension et peut-être un manque de concertation et de dialogue de part et d'autre sur la création de cette plateforme qui aurait été surdimensionnée volontairement dès le départ pour minimiser les impacts environnementaux avant la 2<sup>ème</sup> phase d'autorisation. Les explications de la société PERGUILHEM paraissent claires et ce surdimensionnement me semble adapté dès le départ.

J'estime en effet que cette solution a été positive pour la partie environnementale du projet, les seuls travaux exécutés allant en lieu à la création du site. Il était tout à fait logique de tout faire au départ même si le passage de déclaration en autorisation n'avait pas eu lieu ou aurait eu lieu plus tard. Car comme précisé dans la 1<sup>ère</sup> partie, la frange boisée a été respectée et la plateforme aménagée n'avait qu'un intérêt écologique mineur (agrégats). Il suffit d'aller sur Google maps pour apercevoir le terrain avant travaux qui corrobore cette affirmation. Cela a eu des incidences très peu sensibles sur la flore et la faune. Concernant le bruit, les pollutions, ceux-ci sont peu importants en pourcentage au regard de la ZA ou des sociétés sont moins vertueuses. Par exemple pour le bruit, les seuils réglementaires seront respectés en

limite de propriété. Les 1ères habitations sont à 400m de la plateforme donc peu impactées.

S'agissant de l'étude des dangers et maîtrise des risques, la société PERGUILHEM a pris en compte toutes les dispositions réglementaires pour ce site. Il est bon de rappeler que les contraintes exigées pour ce type de stockage sont justifiées même si elles paraissent importantes. A titre d'exemple, on se soucie beaucoup moins des dépôts de distribution de GPL (supermarchés, stations services, etc...) pour les particuliers, dépôts certes moins importants en volume, mais sans protections, ou n'importe qui peut s'approcher des bouteilles avec tous les risques que cela comporte.

Néanmoins, afin d'éviter tout malentendu, éclaircir certains points et apaiser les tensions, il serait souhaitable que les deux parties se rencontrent (mairie et maître d'ouvrage) après l'enquête publique et travailler principalement sur l'avis de la mairie de Villeneuve Tolosane. Ceci fera l'objet d'une recommandation.

## **2°) Avis motivé du commissaire enquêteur : bilan avantages et inconvénients.**

### **Avantages**

- La construction de la plateforme permet de passer du statut de déclaration à celui d'autorisation sans travaux à effectuer.
- Comme précisé, les mesures environnementales à prévoir ne sont pas nécessaires. L'état physique de la plateforme ne change pas. Cela ne change rien pour la flore et la faune qui resteront cantonnées sur la frange boisée et la ripisylve prévues à cet effet. L'augmentation du bruit, du rejet des eaux usées et des différentes pollutions seront peu significatifs.
- L'avis de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale ne soulève pas d'objections importantes. La réponse de la société PERGUILHEM à la MRAe me semble correcte avec par exemple la démarche ERC qui ne trouve pas ici son utilité avec les mesures prises.
- La création de quelques emplois supplémentaires (12 environ) avec un impact minime sur l'environnement est un point positif à ne pas négliger.
- La partie dangers et maîtrise des risques a été prise en compte. Le terrain d'une surface importante permet par exemple l'espacement réglementaire des îlots, l'agrandissement de la zone de stationnement sans surface supplémentaire. La présence d'une clôture avec barbelés, de caméras et caméras thermiques, ces dernières analysant tous les écarts de température sont des points réglementaires, nécessaires et positifs.
- Les éventuels risques mortels et de blessures graves restent dans l'enceinte de la plateforme. Sauf le cas très rare d'un événement majeur immédiat et incontrôlé, le personnel sur place formé agit en conséquence pour sa sécurité. Seuls les dégâts

mineurs et admissibles peuvent exceptionnellement être présents légèrement sur l'extérieur proche.

- Le public ne s'est pas manifesté pour ce projet malgré la publicité plus importante assurée pour ce type d'enquête.

### **Inconvénients.**

- L'augmentation du nombre de camions, des chariots élévateurs induit une pollution et un bruit qui restent toutefois très limités dans le contexte environnemental de la ZA où d'autres entreprises sont parfois moins performantes dans ces domaines.
- Je rappelle qu'un événement incontrôlable et immédiat peut toujours survenir, événement naturel ou humain non prévisible.

En conséquence, je donne un ***avis favorable*** sur la demande, présentée par la société PERGUILHEM en vue d'obtenir l'autorisation environnementale dans le cadre du projet d'augmentation du stockage de bouteilles de GPL sur une plateforme logistique à Villeneuve Tolosane.

Cet avis est suivi des recommandations suivantes :

J'invite la commune de Villeneuve Tolosane et la société Perguilhem à se rencontrer afin de dialoguer et d'éclaircir certains points de ce projet.  
Modifier rapidement le bail commercial devant prendre en compte l'exploitation des produits combustibles.

Le 29 août 2020

Le Commissaire Enquêteur

Elie Lubiatto

## **C – ANNEXES**



## ANNEXE A Arrêté préfectoral du 8 juin 2020



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires  
Service environnement, eau et forêt  
Unité procédures environnementales

**Arrêté portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société PERGUILHEM, dans le cadre d'un projet d'augmentation du stockage de bouteilles de GPL sur une plateforme logistique sur la commune de VILLENEUVE-TOLOSANE (31270), lieu-dit « Pradie »**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants et de R.123-1 à R.123-27 ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques ;

Vu l'ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-560 du 13 mai 2020 fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire ;

Vu la demande d'autorisation environnementale, présentée par la société PERGUILHEM, dans le cadre d'un projet d'augmentation du stockage de bouteilles de GPL sur une plateforme logistique située à Villeneuve-Tolosane, lieu-dit « Pradie » ;

Vu le dossier déposé à cet effet, comprenant notamment une étude d'impact ;

Vu l'avis du 17 janvier 2020 de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Occitanie (MRAe) ;

Vu le rapport de fin de phase d'examen du 17 janvier 2020 dans lequel l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Occitanie a considéré le dossier régulier et a sollicité l'organisation d'une enquête publique ;

Vu la décision du 25 mai 2020 par laquelle le président du tribunal administratif de Toulouse a désigné M. Elie LUBIATTO en qualité de commissaire enquêteur ;

Considérant qu'il résulte du code de l'environnement que le projet ci-dessus mentionné doit faire l'objet d'une enquête publique :

Considérant que les enquêtes publiques peuvent à nouveau être organisées :

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne ;

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>** – Une enquête publique est ouverte sur le territoire de la commune de Villeneuve-Tolosane pour connaître et constater les avantages et les inconvénients qui peuvent résulter de l'installation susvisée.

**Art. 2** – M. Elie LUBIATTO, cadre France Télécom en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur.

**Art. 3** – L'enquête dont il s'agit a une durée de 33 jours, du lundi 6 juillet 2020 à 14h30 au vendredi 7 août 2020 à 17h30, sauf prolongation d'une durée maximum de trente jours décidée par le commissaire enquêteur.

Si le commissaire enquêteur décide la prolongation de l'enquête, cette prolongation doit être notifiée au préfet au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête ; elle est portée à la connaissance du public au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête par un affichage réalisé dans les conditions de lieu prévues à l'article 3 ci-dessous ainsi que, le cas échéant, par tout autre moyen approprié.

Un avis au public portant les indications mentionnées à l'article R123-9 du code de l'environnement est affiché, aux frais de l'exploitant, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique à la mairie de Villeneuve-Tolosane et dans tous les lieux publics et tous endroits où l'attention des intéressés peut être facilement appelée, par les soins du maire de la commune de Villeneuve-Tolosane et des maires des communes de Cugnaux, Portet-sur-Garonne et Toulouse, comprises dans le périmètre d'un kilomètre et concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source.

Cet avis est également affiché par les soins du demandeur sur le site de l'installation projetée conformément aux caractéristiques fixées par l'arrêté ministériel du 24 avril 2012.

Des annonces légales sont publiées 15 jours avant le début de l'enquête et rappelées dans les huit premiers jours de son déroulement, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

L'enquête est également annoncée 15 jours au moins avant son ouverture et dans les huit premiers jours de son déroulement, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Le dossier auquel est joint l'avis de l'autorité environnementale, la réponse du maître d'ouvrage à cet avis, les éventuels avis recueillis ainsi que l'arrêté d'ouverture d'enquête et l'avis au public sont mis en ligne sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne à l'adresse suivante : <http://www.haute-garonne.gouv.fr>.

**Art. 4** – Dès l'ouverture de l'enquête, le conseil municipal des communes sus-désignées doit donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale.

Pendant la durée de l'enquête, un exemplaire du dossier d'enquête est déposé à la mairie de Villeneuve-Tolosane ainsi que dans les mairies de Cugnaux, Portet-sur-Garonne et Toulouse. Il peut être consulté sur place, aux heures habituelles d'ouverture des mairies, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

Le dossier dématérialisé est également consultable sur un poste informatique mis à disposition pour l'enquête dans les locaux de la mairie de Villeneuve-Tolosane (31270)- 4, rue de l'Hôtel de Ville, comme suit :

- lundi : 14h -17h30
- mardi : 9h30-12h / 14h-17h30
- mercredi : 9h30-12h / 14h-17h30
- jeudi : 14h -17h30
- vendredi : 14h -17h30

Un registre à feuillets non mobiles côté et paraphé par le commissaire enquêteur est mis à la disposition du public à la mairie de Villeneuve-Tolosane pour y consigner les observations relatives au projet d'établissement dont il s'agit.

Toutes les observations peuvent être également adressées par écrit, pendant la durée de l'enquête, au commissaire enquêteur à la mairie de Villeneuve-Tolosane ainsi que par voie électronique à l'adresse suivante : [ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddt-enquete-publique-icpe@haute-garonne.gouv.fr).

Ces observations sont consultables au siège de l'enquête et sur le site internet cité plus haut.

**Art. 5** - M. Elie LUBIATTO, commissaire enquêteur, assure des permanences pour recevoir le public à la mairie de Villeneuve-Tolosane, aux dates et heures suivantes :

- le lundi 6 juillet 2020 de 14h30 à 17h30,
- le mardi 21 juillet 2020 de 14h30 à 17h30,
- le vendredi 7 août 2020 de 14h30 à 17h30.

**Art. 6** - Compte tenu de la crise sanitaire liée au covid-19, il est recommandé, afin d'assurer la protection sanitaire du commissaire enquêteur, du personnel gestionnaire des lieux d'enquête et du public, de renforcer les mesures sanitaires.

A cet effet, les gestionnaires des lieux de permanence adoptent les mesures suivantes :

- Mise en place d'un fléchage adapté conduisant au lieu où se tient la permanence ;
- Mise à disposition d'une salle d'attente pour le public venant consulter le commissaire enquêteur en faisant respecter les mesures de distanciation ;
- Ne laisser introduire dans la salle où le commissaire enquêteur tient ses permanences, de préférence une seule personne à la fois, et à défaut deux personnes au maximum, avec port de masque obligatoire (non fourni) ;
- Mise à disposition de gel hydro-alcoolique pour désinfection à l'entrée de la salle ;
- Réalisation d'une désinfection et de l'aération des lieux d'enquête, à des intervalles réguliers par un agent de nettoyage.

**Art. 7** - Le commissaire enquêteur rencontre dans un délai de 8 jours après la fin de l'enquête publique le maître d'ouvrage à qui il remet un procès-verbal de synthèse des observations recueillies. Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de réponse de 15 jours pour produire ses éventuelles observations.

Le commissaire enquêteur adresse au directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, dans un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le registre et pièces éventuelles annexées ainsi que, d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies et d'autre part, ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête dans les mairies des communes de Villeneuve-Tolosane, Cugnaux, Portet-sur-Garonne et Toulouse, ainsi qu'à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne, et sur le site internet des services de l'État de la Haute-Garonne.

Art. 8 - A l'issue de l'enquête, le préfet statue sur la demande par arrêté d'autorisation ou de refus du projet au vu des résultats de la consultation du public et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

Art. 9 - Le directeur départemental des territoires, les maires de Villeneuve-Tolosane, Cugnaux, Portet-sur-Garonne ainsi que Toulouse, et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 8 juin 2020

Pour le préfet et par délégation,  
La cheffe de service,



Aurélie LAURENS

## Annexe B

### Avis de la Commune de Villeneuve tolosane

N°DEL-2020-072

#### **ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION DEL-2020-72 DU 22 JUILLET 2020**

#### **AVIS SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE, AU TITRE DE LA RÈGLEMENTATION DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) PRÉSENTÉE PAR LA SOCIÉTÉ PERGUILHEM SAS**

##### **I. PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ PERGUILHEM**

Le groupe PERGUILHEM (au départ société de location de camions avec chauffeur créée en 1977) est basé sur le complexe pétrochimique et gazier de Lacq (64) depuis 35 ans. Cette entreprise régionale s'est spécialisée dans le stockage et la distribution des GPL (Gaz de Pétrole Liquéfiés = butane et propane) au niveau du grand Sud-Ouest.

Le groupe, qui emploie 430 personnes, exploite 7 plateformes logistiques en Aquitaine et en Occitanie, implantées près des centres urbains pour desservir les points de vente.

Ce secteur d'activité connaît actuellement une sécurisation importante, sous l'impulsion d'une nouvelle réglementation publiée fin 2017. Pour répondre d'une manière complète et durable à ces nouvelles exigences, le groupe PERGUILHEM a fait le choix de construire un dépôt totalement neuf afin d'y relocaliser son activité en région toulousaine.

La Société Perguilhem SAS a ainsi souhaité mener un projet de relocalisation de son activité et de ses bureaux à Villeneuve-Tolosane, sur le site d'Ecopôle situé sur la route départementale 24 (RD24) qui relie Portet-sur-Garonne à Cugnaux.

Pour la réalisation de ce projet la société Perguilhem SAS a acquis deux unités foncières sur le site Ecopôle, distantes de 200 mètres environ. Sur l'unité foncière au nord de la zone (parcelles BA 53 et BA 62) se situe la plateforme de stockage ainsi que des bureaux et sur celle au sud (parcelles BA 67, BA 68 et BA 69) se situe le stationnement des poids-lourds, des bureaux et des entrepôts (unité logistique).

Ce projet d'ensemble a fait l'objet de deux permis de construire délivrés simultanément pour permettre la création des équipements susmentionnés, conduisant à terme à la localisation de 40 emplois sur le site de l'Ecopôle, suivant la projection présentée par l'entreprise au moment de son implantation.

##### **II. PRÉSENTATION DU PROJET**

Sur une des deux unités, Perguilhem SAS porte aujourd'hui un projet d'augmentation des capacités de stockage de la plateforme logistique de GPL de la zone ECOPOLE, qui nécessite le passage du régime de la déclaration (<35t) à celui des autorisations (>35 t) et pour ce site, une demande d'autorisation pour une ICPE SEVESO seuil bas (50 t à < 200 t).

Au démarrage en juillet 2019, l'activité a accueilli les bouteilles de gaz (GPL) d'un unique fournisseur.

Le stockage des bouteilles GPL est organisé sur la base suivante :

- un îlot « métal, plein » contenant des casiers de bouteilles métalliques pleines ;
- un îlot « métal, vide » contenant des casiers de bouteilles métalliques vides ;
- un îlot « composite » contenant des casiers de bouteilles pleines ou vides ;

Le volume de cette activité de stockage correspondait à une installation de type D soumis au seul régime de la déclaration avec contrôle.

N°DEL-2020-072

Perguilhem SAS souhaite aujourd'hui développer son activité pour accueillir deux fournisseurs supplémentaires, conformément à son projet initial.

L'exploitation projetée sera organisée sur la base suivante :

- quatre îlots « métal plein » ; soit une augmentation de 300% du stockage,
- deux îlots « métal vide » ; soit une augmentation de 100% du stockage,
- un îlot « composite ».

La hauteur d'un îlot sera de 4,5 mètres, soit une superposition de 6 niveaux, et la hauteur maximale de l'îlot « composite » sera de 3 mètres, soit 4 niveaux.

Il est indiqué dans le dossier que le projet n'engendrera pas de travaux particuliers, la plateforme logistique ayant été, dès le départ, dimensionnée en conséquence. Elle est donc considérée comme déjà existante. Elle s'étend sur une superficie de 12 517 m<sup>2</sup> dont 8 570 m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée.

### **III. EVALUATION DE L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU PROJET**

La plateforme est actuellement soumise au régime de déclaration avec contrôle au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous la rubrique 4718<sup>1</sup>.

L'augmentation des capacités de stockage engendre un basculement du régime en autorisation<sup>2</sup> Seveso seuil bas.

En application de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, le projet est soumis à évaluation environnementale en tant qu'installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'article R.122- 2 du CE : 1°« Installations classées pour la protection de l'environnement », b) Installations mentionnées à l'article L. 515-32 du code de l'environnement : le projet étant une installation Seveso seuil bas, il est soumis à évaluation environnementale systématique.

La lecture du dossier pose plusieurs questions qui interrogent la prise en compte de l'impact environnemental de l'ensemble de l'activité de l'entreprise, mais aussi la prise en compte effective du risque potentiel lié à l'accroissement de cette activité.

L'avis rendu par la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) renforce le questionnement de la commune, tant sur le fait que le projet n'a pas été dès le départ présenté en préfecture pour le niveau d'activité désormais projeté, que sur l'absence de mention dans le dossier des infrastructures en cours de construction sur la parcelle sud de l'Ecopôle.

Enfin, si le dossier mis à enquête publique comprend une réponse de l'entreprise Perguilhem aux remarques formulées par la MRAe, elle ne permet cependant pas d'éclairer suffisamment les points d'incompréhension précédemment mentionnés.

<sup>1</sup> Pour la rubrique 4718, seuil de déclaration : supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t.

<sup>2</sup> Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t < 200 t.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et de sa réception par le représentant de l'Etat s'il s'agit d'un acte soumis à cette obligation de transmission en vertu des dispositions de l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales*

N°DEL-2020-072

**1) Une typologie d'ICPE passant du régime déclaratif au régime d'autorisation sur une période très courte.**

L'installation de l'entreprise Perguilhem sur l'Ecopôle est, en effet, très récente, puisque l'activité a démarré en juillet 2019.

La commune souhaiterait savoir si l'entreprise, alors qu'elle construisait un projet dimensionné pour une installation de catégorie A, n'aurait pas dû dès le départ présenter une demande d'autorisation environnementale. La question qui découle de cette première interrogation est de savoir quelles sont les conséquences de ce séquençage.

La commune s'interroge en particulier sur les conséquences de ce décalage dans le temps, sur une période très courte. La commune se soucie en effet de savoir si le fait d'avoir opéré en deux temps a pu conduire à minimiser la prise en compte des impacts sur l'environnement.

Il est à noter que l'avis de la MRAe soulève également cette question dans la deuxième partie de son rapport portant sur la qualité de l'étude d'impact (page 4).

*« La MRAe relève que la présentation des activités et des impacts associés n'est pas claire, notamment quand on se réfère à l'état initial naturaliste de l'étude d'impact qui présente des habitats naturels qui ont pourtant été détruits par l'implantation de la plate-forme. »*

La MRAe poursuit en indiquant que *« les activités étant existantes et exploitées sur la zone d'activité anthropisée, l'état des lieux est jugé globalement proportionné aux enjeux de la zone d'étude concernée par la demande »*. Or il est à noter que l'implantation des activités sur la zone est en réalité très récente. La Commune aimerait connaître tous les effets induits par le choix fait par l'entreprise de ne pas avoir dès le départ affiché le niveau d'activité de son site, au demeurant dimensionné pour une activité de type A, présentant un niveau de risques supérieur et donc un impact, notamment environnemental, supérieur.

La commune s'interroge d'autant plus sur la réelle lisibilité du dossier de demande et de ses impacts, à la lecture de la conclusion de la MRAe qui indique que *« pour une meilleure compréhension du document, la MRAe recommande de présenter la chronologie de construction de la plateforme et des infrastructures (bureau, annexe, local, ilot) avec la mention des habitats naturels impactés, l'évolution des enjeux et des impacts associés. »*

Le site de la plateforme se situe sur le fond de la zone d'activités, à la lisière d'une zone naturelle ayant vocation à préserver le cours d'eau du Roussimort et ses berges. Sur cette zone également, un emplacement réservé a été positionné dans le plan local d'urbanisme en vue de la création d'un cheminement piéton-cycle le long du Roussimort. La commune se demande si l'absence d'étude d'impact au moment de la création de la plateforme n'a pas obéré certaines préconisations qui auraient pu être faites en vue de la préservation de ce site naturel.

Dans un courrier du 6 février 2020, l'entreprise Perguilhem apporte quelques précisions sur certains aspects des questions soulevées par la MRAe, notamment sur les perspectives environnementales réalisées. Mais elle ne donne pas pour autant une vision claire sur les différents impacts environnementaux non évalués.

Un point important à relever sur cette chronologie est que la présentation en deux temps (déclaration puis autorisation) a permis à l'entreprise de s'affranchir de certains avis, conformément au 11<sup>e</sup> alinéa de l'article D.181-15-2 du Code de l'environnement.

Comme c'est très clairement expliqué au point 3.6.4. *Avis conformément au 11<sup>e</sup> de l'article D.181-15-2 du Code de l'Environnement* du document de demande (document n°1), *« cet article prévoit que le dossier de demande d'autorisation environnementale pour les installations à implanter sur un site nouveau doit comporter l'avis du propriétaire sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des »*



N°DEL-2020-072

*installations concernées, ainsi que l'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière d'urbanisme.*

*La plateforme logistique de bouteilles de GPL de Villeneuve-Tolosane étant déjà existante et soumise à déclaration, elle n'est pas concernée par cet avis ».*

Il ressort donc que la façon dont ce projet a été présenté a conduit à éviter une demande d'avis auprès du maire de Villeneuve-Tolosane au moment de la création de cette plate-forme, alors même que cette dernière était calibrée de manière à accueillir un niveau d'activité rendant cet avis obligatoire.

## **2) Une présentation du site qui ne semble pas mentionner les bâtiments et infrastructures de la zone sud.**

L'autre séquençage dans la description faite par l'entreprise dans son dossier de demande d'autorisation qui interroge fortement la commune est le fait que le second site (parcelles BA 67, 68, 69), propriété de l'entreprise, ne soit pas mentionné dans le dossier. Seule apparaît dans la description du site (page I-3 du dossier de demande, partie « 2.1. Emplacement et aspects fonciers ») l'unité foncière nord composée des parcelles BA53 et BA62.

Or, le second site et les infrastructures qu'il porte font partie intégrante du fonctionnement du site villeneuvois de Perguilhem, comme l'avait présenté l'entreprise en 2018, lors des dépôts des deux demandes de permis de construire concernant les constructions sur chacune des deux unités foncières.

Il est en effet important de souligner que la demande d'exploitation déposée par la société Perguilhem SAS semble de ce point de vue lacunaire, car l'unité foncière cadastrée BA 67, 68 et 69, a, suivant le permis de construire, vocation à recevoir une partie de l'activité de transport et d'entretien des poids lourds ainsi que des bureaux et des entrepôts (permis de construire 031 588 18C0027 délivré, comme le permis de construire de la plate-forme de stockage située sur l'emprise nord, le 10 septembre 2018).

La commune se demande donc si la demande d'autorisation ne devrait pas prendre en compte ou *o minima* mentionner les deux sites distants de 250 mètres, pour mesurer dans leur globalité les enjeux et les impacts de ce projet sur l'environnement.

Dès lors la commune s'inquiète qu'une part non négligeable du site ne soit pas du tout mentionnée dans le dossier et s'interroge sur les impacts non étudiés liés à cette fraction de l'activité.

A titre d'exemple, le dossier mentionne que l'augmentation d'activité conduira à un effectif de 20 personnes présentes sur la plate-forme (point 4.1.2 « Personnel de la plateforme et formations »). Mais ces emplois ne reflètent qu'une vision partielle de l'activité puisque la construction des deux sites de Perguilhem sur l'Ecopôle, suivant les prévisions données par l'entreprise elle-même en 2018, devait générer l'implantation d'une quarantaine d'emplois, soit le double que ce que mentionne aujourd'hui le dossier.

La commune se demande si les différentes personnes en charge de rendre un avis sur la demande disposent donc bien de l'ensemble des données nécessaires.

L'activité réalisée sur le second site, ainsi que les échanges entre les deux sites ont un impact qui ne semble pas mesuré sur les différents points d'études de la demande d'autorisation, à savoir :

- la préservation de la qualité de l'air ou le niveau de nuisances sonores en lien avec le trafic de poids lourds supplémentaire ;
- l'impact des émissions de CO2 liées à l'augmentation des capacités de la plateforme sur l'effet de serre ;
- l'impact sur le trafic routier des principales voies d'accès environnantes ;
- la préservation de la qualité des eaux de surface et des eaux filtrées rejetées dans le ruisseau du Roussimort ;

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et de sa réception par le représentant de l'Etat s'il s'agit d'un acte soumis à cette obligation de transmission en vertu des dispositions de l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales

6/9

N°DEL-2020-072

- la prise en compte des impacts sur le milieu naturel.

Sur le trafic et le bruit : Le dossier de demande indique que le trafic de poids-lourds passera de 8 rotations de poids lourds à 20 rotations par jour, ce qui représente 6 % de l'activité poids-lourds de la RD 24. Il est indiqué que le rajout des pressions acoustiques liées au projet induit une élévation du bruit.

Cependant, le second site de Perguilhem présent sur l'Ecopôle n'étant pas mentionné, il est difficile de savoir si l'activité sur ce second site a bien été prise en compte, ni si les rotations des poids-lourds entre les deux sites sur Ecopôle sont comprises dans les éléments donnés.

Sur les eaux pluviales : on note une imperméabilisation importante des surfaces aux sols liées au stockage et à l'activité. Il est mentionné que le projet n'impliquera pas de travaux supplémentaires à ceux déjà réalisés pour la création de la plateforme. Or nous notons que dans le dossier présenté, il est fait mention d'un bassin de rétention pour assurer le stockage des pluies d'orage et leur restitution au réseau de la ZAC ECOPOLE, équipé d'un déboureur déshuileur en sortie de bassin, qui retient les matières en suspension et les hydrocarbures provenant des camions. Il est précisé aussi qu'à l'heure actuelle afin de gérer ces eaux, le bassin de rétention devrait avoir une capacité de 257 m<sup>3</sup> comme il est fait mention dans l'étude d'impact (page II-126).

Dans le dossier de permis de construire de la plateforme, le bassin de rétention présente une capacité de 180 m<sup>3</sup>. Bien que des modalités de calcul différentes soient invoquées, la commune se demande si le bassin présent sur la plateforme permettra de réguler de façon correcte les débits d'eau pluviale sans engendrer de risque pour le milieu naturel.

Si la capacité du bassin de stockage réalisé tel que prévu dans le permis de construire ne correspond plus au niveau exigé par le gestionnaire de la compétence des eaux pluviales, à savoir Toulouse Métropole, la commune s'interroge s'il ne sera pas nécessaire de mettre en conformité le bassin pour éviter dans le cadre la procédure ERC (Eviter Réduire Compenser) les impacts sur l'environnement (déversement dans les noues pluviales puis dans le Roussimort).

Cette question se pose d'autant plus que l'activité du second site n'est pas explicitement mentionnée.

Enfin, s'agissant des constructions et donc de l'activité associée à l'unité foncière sud, la commune s'interroge d'autant plus qu'il semblerait, au vu des derniers échanges avec l'entreprise, que le projet initial autorisé par le permis de construire ait été modifié sans que la commune n'en ait été régulièrement informée. Dès lors, la visibilité sur l'activité de l'entreprise dans son ensemble paraît, à ce niveau d'information, peu claire.

L'interrogation de savoir pour quel niveau maximal d'activité de stockage le site dans son ensemble a été configuré conduit à questionner le niveau de risque que pourrait, *in fine*, présenter l'activité de l'entreprise sur l'Ecopôle. L'entreprise présente aujourd'hui une demande d'évolution de niveau ICPE sous régime de déclaration à ICPE sous régime d'autorisation, SEVESO seuil bas. Serait-il possible que demain, compte tenu de la configuration du site dans son ensemble, elle sollicite une évolution vers un niveau SEVESO seuil haut ? La commune souhaiterait disposer d'une meilleure visibilité à long terme sur ce point.

### 3) Les risques industriels

La commune s'inquiète enfin des conséquences de ce découpage dans la présentation du projet (que ce soit dans le temps et dans l'espace), sous l'aspect prévention des risques, non seulement dans les constructions et les aménagements effectivement réalisés par l'entreprise Perguilhem sur les deux terrains de l'Ecopôle, mais aussi des autres entreprises et constructions avoisinantes.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication, et de sa réception par le représentant de l'Etat s'il s'agit d'un acte soumis à cette obligation de transmission en vertu des dispositions de l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales

7/9

N°DEL-2020-072

Les gaz combustibles, le butane et le propane, sont naturellement source de risque d'incendie. Le danger majeur du GPL en bouteille est celui de l'explosion de l'enveloppe lorsqu'elle est soumise à un feu prolongé. Un autre risque est celui du choc et d'incendie lors de la manutention des bouteilles.

Les effets des risques pour les bouteilles de GPL ont été réévalués par l'Institut National de l'Environnement et des RISques en mars 2019. En cas d'explosion, trois types d'effets sont pris en compte, avec les distances suivantes pour les bouteilles de plus grande contenance :

- risque mortel à 9 m
- risque de blessure grave à 15 m
- risque de dégâts légers (bris de vitre) à 40 m.

Compte tenu de la chronologie du projet et de l'absence de mention du second site et de ses activités, la commune se demande si l'ensemble des risques a bien été pris en compte.

Cette interrogation est d'autant plus importante que le dossier paraît difficilement compréhensible sur ce point, y compris sur la part d'activité présentée.

Illustrant la prise en compte des périmètres de risques, la carte présentée dans le dossier non technique en page 14 :

- présente uniquement deux périmètres sur les trois attendus ;
- fait apparaître un périmètre à 35 mètres et non de 40 mètres autour de la plateforme de stockage ;
- ne fait pas apparaître le périmètre du risque mortel à 9 mètres sur le plan,
- l'étiquette du périmètre « risque de dégâts légers (40 mètres) » est étonnamment positionnée puisqu'elle indique le périmètre le plus rapproché de la zone de stockage.

Au-delà de ces approximations graphiques, le plan ne fait pas apparaître les constructions existantes qui se trouvent dans ces différents périmètres. Aussi la commune s'interroge sur la prise en compte des risques portant sur ces constructions, en particulier pour cinq entreprises en activité sur la zone de l'Ecopôle.

De même, du fait que le second site de l'entreprise n'est pas mentionné, la commune se demande si d'autres constructions situées à proximité du second site ou des voies reliant les deux terrains ne devraient pas également être mentionnées.

Par ailleurs, la commune s'interroge sur l'évaluation du risque au regard de la proximité avec la société LINDE, implantée à Portet-sur-Garonne.

En page II-98 de l'étude d'impact, au point « 2.4.5.1 Les risques technologiques », il est simplement noté que « le site du projet d'étude se situe en dehors du périmètre de 500 mètres d'une installation SEVESO seuil haut (SEVESO III) dénommée LINDE GAS (ex AGA) présente sur la commune de Portet-sur-Garonne. ».

En revanche, dans le paragraphe : « 3.10. Analyse des effets cumulés avec d'autres projets », page II-156 de l'étude d'impact, la présence de la société LINDE n'est pas mentionnée.

L'entreprise LINDE est une ICPE SEVESO Seuil haut (>200 t) dont la localisation se situe à 700 mètres environ, à vol d'oiseau, du site de l'entreprise Perguilhem.

Ainsi, la zone Ecopôle et le site de Perguilhem en particulier sont inclus dans le périmètre d'effets indirects par bris de vitre présenté au Plan Particulier d'Intervention (PPI) de LINDE et dans la zone d'application de ce PPI.

N°DEL-2020-072

Si ce dernier est bien mentionné en page II-148 de l'étude d'impact, dans la partie « 3.7.1 Identification des Risques Majeurs - Plan de Prévention des Risques », ce n'est que pour indiquer que seule « une faible partie de la commune est impactée par le PPI », sans préciser que le site de Perguilem se situe dans cette partie.

Pour mémoire, comme mentionné dans le PPI de LINDE France, le périmètre de la zone d'application du PPI est défini sur la base des scénarios dits « majorants » qui définissent des zones maximales d'effets autour du site.

**La Commune s'interroge donc sur la prise en compte de la situation de l'entreprise Perguilem au regard de sa position par rapport à la société LINDE, non seulement pour le site mentionné dans l'étude mais également pour le second site au sud de l'Ecopôle, situé à une distance encore plus proche de LINDE.**

#### 4) Le risque incendie.

Sur le bail commercial entre la société d'Abbadie (propriétaire) et la société Perguilem SAS (locataire/preneur) transmis en annexe n°1 du dossier : dans « les conditions générales de jouissances » au paragraphe « entreposage et déchargement de la marchandise », il est indiqué que le preneur « ne pourra emmagasiner ou entreposer dans quelques parties que ce soit des lieux loués des marchandises ou objets (...) qui présenteraient des risques sérieux quels qu'ils soient et plus particulièrement d'incendie. »

Cette disposition paraît donc en contradiction avec la nature du matériel stocké, puisque l'entreprise se présente comme une société spécialisée dans le stockage et la distribution des GPL (Gaz de Pétrole Liquéfiés – butane et propane). Un éclaircissement sur ce point pourrait donc être opportun.

## Annexe C Avis de la mairie de Toulouse

**MAIRIE DE  
TOULOUSE**  
www.toulouse.fr

Toulouse, le 31 JUIL. 2020

Direction de la Sécurité Civile  
et des Risques Majeurs  
Service des Risques Majeurs  
Site : Pénitents Blancs

Réf. Courrier arrivé n° :  
Réf. :

Affaire suivie par : Nathalie LIBOUREL  
T : 05 62 27 66 47  
[nathalie.libourel@mairie-toulouse.fr](mailto:nathalie.libourel@mairie-toulouse.fr)

Affaire suivie par : Anaïs MEUNIER  
Direction Départementale des Territoires  
de la Haute-Garonne

Monsieur le Directeur Départemental  
Direction Départementale des Territoires  
Service « Environnement, Eau et Forêt »  
Unité procédures environnementales  
Cité Administrative  
2, bd A. Duportal – BP 70001  
31074 TOULOUSE Cedex 9

Monsieur le Directeur Départemental,

Par arrêté du 8 juin 2020, vous avez prescrit l'ouverture d'une enquête publique sur la demande présentée par la Société PERGUIIHEM en vue d'obtenir une autorisation environnementale relative au projet d'augmentation du stockage de bouteilles de GPL sur la plate-forme logistique qu'elle exploite, lieu-dit « Pradie » à Villeneuve Tolosane.

Dans son article 4, l'arrêté préfectoral invite le Conseil Municipal de Toulouse à donner son avis sur cette demande d'autorisation, celui-ci devant être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête qui prendra fin le 7 août 2020.

Le Conseil Municipal de la Ville de Toulouse du 11 juillet n'ayant pas permis de passer une délibération dans les délais impartis et en l'absence de nouveau conseil municipal programmé durant l'été, cet avis ne pourra être exprimé.

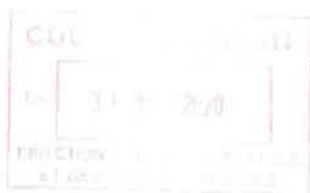
Néanmoins, après étude du dossier par différents services de la Mairie de Toulouse et de Toulouse Métropole, je me permets par la présente de vous faire part des observations relevées :

- la zone concernée par le périmètre d'affichage de l'enquête publique sur Toulouse représente une surface de moins d'un demi-hectare, classée en zone agricole dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal - Habitat ; il s'agit des vignes de la régie agricole du Domaine de Candie ;
- la demande d'autorisation s'inscrit dans un projet d'augmentation des capacités de stockage de la plateforme logistique de GPL, sans augmentation de surface de celle-ci, ni travaux particuliers. L'activité, actuellement sous le régime de la déclaration au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, nécessite le passage sous le régime de l'autorisation SEVESO seuil bas du fait de l'augmentation des capacités de stockage projetées. L'étude de dangers n'est cependant pas jointe au dossier d'enquête publique et la politique de prévention des accidents majeurs n'est donc pas présentée (aucune information n'est apportée dans votre courrier d'accompagnement pour justifier du caractère sensible ou non du document intégralement retiré).

Le résumé non technique apporte cependant quelques éléments d'information en précisant les périmètres de dangers associés au risque d'explosion des bouteilles de GPL sur le site, avec un périmètre de dangers de 40 mètres pour les bris de vitre. Ce périmètre concerne des installations voisines (plateforme de compostage notamment) et des terrains en construction, alors qu'il est précisé dans le document qu'il s'agit d'« espaces non occupés ».

- Il est précisé dans le dossier que le site ne se trouve pas dans un rayon de 500 mètres d'un autre site SEVESO. Cependant, une partie de l'emprise de la plateforme logistique se trouve dans l'enveloppe des effets irréversibles par bris de vitre en cas d'accident sur le site SEVESO seuil haut de la Société L INDE FRANCE à Portet-sur-Garonne (distance supérieure à 500 mètres) et en totalité à l'intérieur du périmètre d'application du Plan Particulier d'Intervention en cas d'accident sur ce site. Cette information n'apparaît pas dans le dossier et, en l'absence de l'étude de dangers, il n'est pas possible de savoir si ce risque a été pris en compte, tout comme les effets dominos éventuellement induits par un accident sur les sites des activités voisines.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie de croire, Monsieur Le Directeur Départemental, à l'expression de ma considération distinguée.



P/ Le Maire,  
Le Conseiller Délégué.

Jonhhy DUNAL

## Annexe D Avis de la mairie de Cugnaux



### **DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL N°093**

#### **COMMUNE DE CUGNAUX**

**Département de la Haute-Garonne**

L'an deux mille vingt et le 17 juillet à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de CUGNAUX étant assemblé en session ordinaire, en salle Camus, après convocation légale, sous la présidence de M. Bernard ARTERO, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire.

**Étaient présents :** Mmes et MM. ARTERO, DOURY, CECCON-MARTINEAU, GOUDAL, SILVEIRA, BRUN, JEANBON, SOCA, RIPOCHE, HANDSCHUTTER, SENDRA, SUDRE, BEHRO, TEILLAIS, VALES, FAURE, AMMAR, LAGOUTE, KARMANN, BENA, AUJOULAT, LYORET, ANDREU-SEIGNE, EL BAHLAOUI, BESNEHARD, BURTIN.

#### **Absents ayant donné procuration :**

- M. SANCHEZ donne procuration à Mme FAURE
- M. FAGET donne procuration à M. GOUDAL
- Mme POUCINEAU donne procuration à M. JEANBON
- Mme ROURE donne procuration à Mme LYORET
- M. CHANTELOT donne procuration à M. BESNEHARD
- M. BAR donne procuration à M. AUJOULAT

#### **Absents : M. ESCABASSE**

Il a été procédé, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, ayant obtenu la majorité des suffrages, Mme BENA a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Date de convocation : 10 juillet 2020**

**Date d'affichage : 24 juillet 2020**

**Nombre de Conseillers en exercice : 33**

**Nombre de Conseillers présents : 26**

**Votants : 32**

**POUR : 32**

**CONTRE : 0**

**ABSTENTION : 0**

**Objet :** Enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale de la société Perguilhem – ZAC Ecopole à Villeneuve Tolosane – Plateforme logistique de bouteilles GPL - Demande d'avis du conseil municipal

**Service :** Techniques

**Rapporteur :** Mme Isabelle DOURY

Ce projet fait l'objet d'une enquête publique qui se déroule du 6 juillet au 7 août 2020 inclus. La commune de Cugnaux est concernée par la procédure car l'installation classée pour la protection de l'environnement est située dans le périmètre de moins d'1 km et la commune de Cugnaux est donc concernée par les risques et inconvénients de l'établissement.

Néanmoins, ce projet nécessite l'augmentation :

- de la zone d'accueil des bouteilles pleines,
- de la zone de stationnement des camions avec casiers pleins,
- du nombre d'îlots contenant des casiers de bouteilles métalliques ou composites, pleines ou vides.

La hiérarchisation des principaux impacts de la l'activité de la plateforme Perguilhem, présentée dans l'étude d'impact, sont par ordre décroissant d'intensité :

- Impact sur le trafic : le trafic de poids lourds passera de 8 rotations/jour à 20 rotations/jour, ce qui représente 6 % de l'activité poids lourds de la RD24.
- Impact sur les eaux pluviales (imperméabilisation importante des surfaces au sol lié au trafic). Présence d'un bassin de rétention qui assure le stockage des pluies d'orage et la sortie du bassin est équipée d'un déboureur déshuileur.
- Impact sonore : le rajout des pressions acoustiques liées au trafic routier respectera les seuils réglementaires et sera imperceptible depuis les zones habitées.
- Impact paysager : la hauteur maximale des ilots (fixée par la nouvelle réglementation, est de 5m. Ceux-ci ne seront visibles que depuis l'intérieur de la ZAC ECOPOLE.
- Impact sur le milieu naturel : la partie la plus sensible est la frange d'arbres qui longent le ruisseau le Roussimort. La zone sera matérialisée et une surveillance environnementale sera mise en place

Le danger majeur du GPL en bouteille est celui de l'explosion de l'enveloppe lorsqu'elle est soumise à un feu prolongé. L'aménagement du dépôt a été organisé de sorte que les dangers les plus importants restent à l'intérieur des limites de propriété et les dégâts les plus légers n'affectent que des espaces non occupés.

✓ **DONNE un avis défavorable sur le dossier de demande d'autorisation**  
**environnementale.**

Pour copie-conforme  
Pour le Maire empêché,  
1<sup>er</sup> Adjoint  
Bernard ARTERO





## Annexe E : PV de synthèse

### **PROCES VERBAL DE SYNTHESE**

**Société PERGUILHEM SAS 56 Route Départementale 817 Pôle 2 BP 2 64170 LACQ.**

Préambule .

En raison de la crise sanitaire, il a été préféré à la rencontre physique avec le maître d'ouvrage un échange téléphonique après la clôture de l'enquête.

Agissant dans le cadre de l'Enquête Publique qui s'est déroulée du 06 juillet au 07 août 2020, portant sur la demande d'autorisation environnementale, présentée par la société PERGUILHEM dans le cadre d'un projet d'augmentation du stockage de bouteilles GPL sur une plateforme logistique sur la commune de Villeneuve Tolosane, Mr LUBIATTO Elie, Commissaire Enquêteur désigné par le Tribunal Administratif de Toulouse le 25 mai 2020, vous demande de bien vouloir faire une réponse écrite sur les observations suivantes, suite aux contacts téléphoniques qui ont eu lieu après la clôture de l'enquête.

Je vous rappelle qu'en vertu de l'article R 123-18 du Code de l'Environnement, le commissaire enquêteur rencontre dans les huit jours suivant la fin de l'enquête le responsable de projet à qui il remet le PV de synthèse des observations du public et ses propres observations. Le responsable de projet dispose d'un délai de 15 jours pour faire part au commissaire enquêteur de ses réponses éventuelles.

La fréquentation du public au cours de l'Enquête a été nulle. Une seule observation a été déposée. Il s'agit en fait de la copie de la délibération du Conseil Municipal de Villeneuve Tolosane. L'original étant envoyé à l'autorité organisatrice en l'occurrence la DDT à Toulouse.

Résumé des questions posées par la mairie de Villeneuve Tolosane, délibération complète à consulter jointe à ce courriel.

1°) L'avis de la MRAe renforce le questionnement. Le projet n'a pas été dès le départ présenté en préfecture pour le niveau d'activités projeté (autorisation) et l'absence des infrastructures en cours de construction à 250m du site.

Votre réponse.

2°) La commune s'interroge sur les conséquences de ce décalage dans le temps sur une période courte. Cela aurait pu conduire à minimiser la prise en compte des impacts environnementaux avec une opération en deux temps.

Votre réponse

3°) Pourquoi le second site n'est pas mentionné dans le dossier ? Cela permettrait de mesurer dans leur globalité les enjeux et impacts environnementaux.

Votre réponse

4°) Trafic et bruit

Il est difficile de savoir si l'activité sur le second site a été prise en compte.

Votre réponse

5°) Eaux pluviales bassin de rétention

Différence de capacité entre la demande de permis de Construire soit 180m<sup>3</sup> et l'étude d'impact qui préconise 257m<sup>3</sup>.

Votre réponse

6°) Pour quel niveau maximal d'activité de stockage le site a-t-il été configuré ? Une évolution vers un niveau SEVESO seuil haut est-elle envisagée ?

Votre réponse

7°) Risques périmètres

Le plan ne fait pas apparaître les constructions existantes dans le périmètre prévu.

Des constructions sont-elles situées à proximité du second site ?

Votre réponse

8°) Evaluation des risques au regard de la proximité pour le site principal et le site non mentionné de la société LINDE à Portet sur Garonne.

Votre réponse

9°) Risque incendie. Le bail commercial est en contradiction apparemment avec le projet : entreposage d'objets présentant des risques sérieux etc...

Votre réponse

Questions complémentaires du Commissaire enquêteur

1°) Environnement : est-ce qu'il vous paraît utile d'assurer un entretien de la frange boisée et de la ripisylve afin de préserver ce secteur principalement pour la faune, même si celle-ci est peu impactée ?

2°) Vous affirmez que l'aménagement de la plateforme a totalement préservé le secteur arboré (page IV-6 du résumé non technique). Le site aménagé et clôturé du projet avait-il un intérêt environnemental intéressant avant travaux pour la faune et la flore ?

3°) Etude des dangers et maîtrise des risques : dans le cas extrême ou un incendie se déclarerait sur la frange boisée, est-ce que cela aurait une incidence sur la sécurité de la plateforme en particulier les îlots près de la frange boisée ?

4°) Sur le périmètre des dégâts légers, celui-ci empiète sur la voie d'accès à la plateforme, mais aussi à d'autres sites du secteur. Même si ce sont des dégâts légers, la sécurité vous semble-t-elle suffisante ?

5°) Divers : Même si l'enquête publique porte uniquement sur la plateforme pour le passage de déclaration en autorisation, quels sont le rôle et les fonctions du 2<sup>ème</sup> site situé à 250m dont fait état la mairie, y a-t-il des stockages de bouteilles de gaz, des véhicules, etc.. fait-il partie de la ZA Ecopôle ?

Dans l'attente de vos réponses, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Salvetat Lauragais le 10 août 2020    Le commissaire enquêteur : Elie Lubiatto